

# Toulouse

Notre Métropole !

NUMÉRO 2

JUILLET - AOÛT 2015

**DANS CE NUMÉRO :**

Édito	1
Eurorégion « Pyrénées - Méditerranée »	1
Privatisation de l'aéroport Toulouse - Blagnac	3

## Toulouse, une histoire particulière et des évolutions spécifiques

Bien avant que Clovis ne la rattache au royaume des Francs, Toulouse était déjà un centre politique important, cosmopolite et multiculturel.

Avant la conquête romaine, « nos ancêtres » les Gaulois, n'y étaient qu'une composante avec les Aquitains, les Ibères, les Ligures, les Grecs et d'autres populations. Toulouse a été la capitale d'un territoire Wisigoth successeur de l'administration romaine.

Au Moyen Âge, le « Languedoc » avait sa propre langue et sa culture spécifique. Il était plus proche de la Catalogne que du reste du royaume de France, et a eu parfois des liens féodaux le rattachant au Sud des Pyrénées. L'occitan sera couramment parlé jusqu'au XXe siècle.

La population de notre ville a

été enrichie pendant l'ère moderne par de nombreuses vagues d'immigration : Italiens, Espagnols, Portugais, Maghrébins, Africains Subsahariens... et po-

travaillent, et celles et ceux qui possèdent. Cependant elle a aussi ses propres dynamiques. Etu-



Libération de Toulouse par la Résistance en septembre 1944. Guérilleros espagnols derrière les couleurs de la République espagnole, coiffés des casques pris aux Allemands.

populations d'autres régions du territoire Français.

Toulouse, comme toute localité, est un territoire traversé par la division entre celles et ceux qui

dirigent alors les politiques et les évolutions particulières de Toulouse et de sa région.

## Eurorégion « Pyrénées-Méditerranée »

*Tandis que les médias font vivre un débat entre nationalisme et Europe, la bourgeoisie construit concrètement sa domination aux niveaux européens, nationaux, régionaux et, c'est ce qui nous intéresse ici, au niveau eurorégional. Le cadre institutionnel des eurorégions, ou plus correctement des GECT (Groupement Européen de Coopération Transfrontalière), fait peu parler de lui. Pourtant beaucoup de choses s'y organisent. Il est donc important de s'y intéresser.*

*En ce qui concerne Toulouse, il sera de plus en plus difficile de comprendre les stratégies des pa-*

*trons si nous avons le nez tourné vers Paris, voire vers Bruxelles. C'est bien vers le local, Toulouse et Barcelone, qu'il nous faut regarder pour comprendre ce qui se passe chez nous.*

Fondée sous le nom d'Eurorégion Pyrénées-Méditerranée (EPM) en 2004, cette entité a adopté en 2009 le statut de GECT, ce qui fait d'elle une personne juridique. L'EPM comprenait originellement l'Aragon, les Baléares, la Catalogne, Languedoc-

Roussillon et Midi-Pyrénées. Mais en 2006 l'Aragon suspend sa participation. Les langues officielles des travaux qui s'y déroulent sont le Castillan, le Catalan, et le Français. L'Occitan a été ajouté selon une déclaration de 2014.

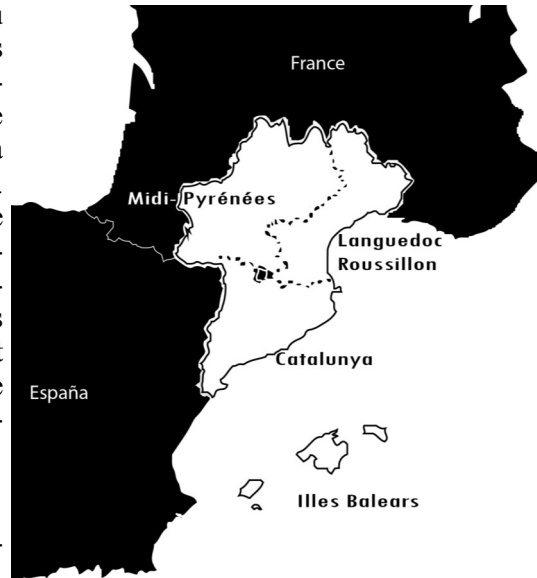
Le secrétariat général du GECT siège à Barcelone, ses services techniques et administratifs sont à Toulouse, et le GECT est représenté à Bruxelles au niveau européen. Le GECT est dirigé par une présidence tournante des gouvernements qu'il regroupe. Depuis cette année, ce sont les Baléares qui assurent le mandat 2014-2020, en la personne de José Ramon Bauzá (Parti Populaire).

Dès 2004, l'année de sa création, une des premières activités de l'EPM est de faire tourner la coopération au niveau de l'enseignement supérieur. Une charte est signée par les principales universités et grandes écoles des régions concernées.

Dans les années 2000, nous sommes dans un cycle de l'OMC (Organisation Mondiale du Commerce) consacré entre autre à l'enseignement. Se crée alors un espace européen de l'enseignement supérieur. Parmi la volée de réformes qui mettent en place ce processus, un dispositif consiste en la formation de PRES (Pôle de Recherche et d'Enseignement Supérieur) qui regroupent différents établissements qui doivent établir une politique commune. Le PRES de Toulouse (maintenant Université de Toulouse) est mis en place en 2007. Il définit des axes de recherches: l'aéronautique et l'oncologie. Sauf que ces thèmes sont précisément ceux qui sont définis dans la charte eurorégionale dès 2004! C'est donc à ce niveau que cela se décidait déjà il y a 10 ans.

C'est là tout l'esprit des réformes de privatisation des universités, créer un espace européen de la recherche, et articuler les formations et les thèmes de la recherche aux nécessités économiques régionales. Faire des facultés les départements R&D (Recherche

et Développement) des entreprises influentes du bassin d'emploi où elles s'inscrivent, mettre l'université (plus encore) au service du capitalisme. Encore une fois rien d'étonnant, sauf le fait que ce soit au niveau de l'EPM que tout cela soit organisé.



Carte des régions du GECT Pyrénées - Méditerranée

Des nouvelles institutions ont été créées au passage, correspondant aux mêmes thématiques: l'Aerospace Valley, un regroupement d'universités et d'écoles autour de la recherche en aéronautique, mais aussi l'Oncopole (cancéropole). Ce deuxième centre de recherche est un grand projet sur Toulouse, et a occasionné un grand chantier de construction pour bâtir son vaste complexe (sur les ruines de l'ex-AZF). Voilà donc deux projets majeurs de l'agglomération Toulousaine, dont une touchant la très importante industrie aéronautique pour la région qui dépend largement du GECT EPM.

La déclaration fondatrice de 2004 faisait référence aux transports et à la logistique. Concrètement un des éléments est de mettre en place un port sec pour Barcelone, c'est à dire une plateforme logistique d'envergure pour acheminer les marchandises débarquant dans le port de la capitale catalane via les réseaux routiers, et delà irriguer l'Europe. C'est finalement au Nord de Toulouse, à la limite entre la Haute Garonne et le Tarn, que cette plateforme va être installée. L'Eurocentre de Saint-Jory déjà existant va être étendu et donc jouer ce rôle.

« Les cadres eurorégionaux font peu parler d'eux et influent pourtant beaucoup... »

Voilà donc quelques enjeux majeurs de l'économie locale qui, nous pensons l'avoir démontré, découlent de la politique de l'EPM plutôt que de celle de la France. Il est donc urgent, si l'on veut comprendre ce que nous réserve la bourgeoisie, de dépasser les réflexes nationalistes et d'analyser concrètement la situation. Les cadres eurorégionaux font peu parler d'eux et influent pourtant beaucoup, il faut donc se pencher dessus, même si la bourgeoisie se garde bien d'attirer notre attention dans cette direction!

## Privatisation de l'aéroport Toulouse - Blagnac

*Le 15 avril 2015, 49,99% des capitaux publics de l'Aéroport Toulouse Blagnac (ATB) ont été vendus au consortium chinois « Casil Europe » (ex-Symbiose) dont le patron M. Mike Poon a disparu un mois plus tard. Impliqué dans une affaire de corruption en Chine, cet oligarque dont les sociétés sont implantées dans une cascade de paradis fiscaux, aux îles Caïmans et aux îles Vierges britanniques, a fait ses valises pour une destination pour l'heure inconnue.*

*Ni ce dernier coup de théâtre, ni le fait que la société de M. Poon n'est rien de plus qu'une société écran n'ont entamé la volonté de M. Valls et de M. Macron à privatiser l'ATB au profit de capitaux chinois.*

*La participation du premier ministre chinois et de son ministre de l'économie au « sommet économique franco-chinois » à Toulouse, en présence du premier ministre français et de son ministre de l'économie, dévoile que la vente d'ATB n'est que le début d'un plus grand plan concocté entre capitalistes français et chinois pour l'agglomération toulousaine (ils étaient 600 à participer au sommet et avaient signé pas moins de 22 accords).*

Les nouveaux propriétaires d'ATB ne cachent pas leur objectif d'atteindre 18 millions de passagers en 2046 (contre 7,5 millions en 2014). L'aéroport va donc se transformer rapidement en « hub ». Dans le schéma de l'industrie internationale des transports, un « hub » c'est un aéroport de transit, une plateforme de correspondance qui sert à redistribuer les passagers arrivés vers plusieurs destinations.

Mais la stratégie de Casil Europe ne se limite pas à la seule question des transports aéroportuaires. Le Consortium a promis l'investissement de 30 millions d'euros dans le tourisme et, entre autre, dans le financement du nouveau Parc des Expositions Toulouse Métropole (PETM). Ce Parc, qui sera situé à une station de tramway de l'aéroport (sur les communes de Beauzelle et Aussonne), est un projet gigantesque qui va déplacer le centre de gravité économique vers le nord-ouest de l'agglomération.

Les capitalistes étrangers ne vont pas se limiter à transiter par ATB pour rejoindre Paris ou d'autres métropoles européennes, à terme ils investiront des capitaux à Toulouse et y spéculeront sur l'immobilier.

Cette perspective est exactement celle de la nouvelle municipalité toulousaine, après avoir été celle

de la Gauche (Conseil départemental et Conseil régional) : transformer la métropole en une zone d'investissement et de résidence pour les capitalistes étrangers. Les agences de développement économique (celle de Toulouse et celle du Conseil régional) dépensent des centaines de milliers d'euros chaque année pour attirer des entreprises étrangères dans l'agglomération... et les inciter à venir faire des congrès et des conférences à Toulouse.

Les entreprises spécialisées dans l'organisation de séminaires et de conférences ont ainsi programmé une montée en puissance de leur activité. La société toulousaine Europa Organisation vient d'investir plus d'un million d'euros dans l'achat d'un nouveau local à proximité du Capitole.

C'est dans ce contexte que la privatisation d'ATB intervient.

### *Du travail nivelé par le bas*

On pourrait se féliciter de l'arrivée de nombreuses entreprises dans l'agglomération toulousaine. Cela va lutter contre le chômage ! En réalité, le chômage continue de progresser malgré l'implantation de plusieurs entreprises les années passées. L'arrivée de nouvelles sociétés n'est pas synonyme d'emploi.

La création de 3 pôles de compétitivité (Aéronautique, Cancer, Agro-alimentaire) n'a absolument pas permis de réduire le chômage dans l'agglomération toulousaine. En mars 2015 on comptait, selon l'INSEE, 259 953 demandeurs d'emplois en Midi Pyrénées. La région était parmi les plus touchées.

On pourrait s'attendre à ce que les chômeurs se concentrent dans les zones les plus reculées de la région. La commune de Toulouse, avec sa capacité d'attraction des jeunes très diplômés et ses transports publics accessibles, devrait connaître une toute autre réalité. Or la situation se dégrade aussi dans cette commune. Selon l'INSEE, les chômeurs (39

195) représentaient 16,7% de la population active toulousaine en 2012 contre 14,5% (32 043) en 2007. Et la situation ne cesse d'empirer depuis.

La propagande de la Région et de la Métropole présentent Toulouse comme une ville dynamique, festive et accueillante. Cette communication a pour objectif de créer des réserves de chômeurs obligés d'accepter des bas salaires et la précarité. Cette propagande pousse aussi un grand nombre de travailleurs à se percevoir comme des ratés ce qui les empêche de lutter.

*« En réalité, le chômage continue de progresser malgré l'implantation de plusieurs entreprises les années passées. »*

Nous sommes des militant-e-s syndicalistes révolutionnaires. Nous nous revendiquons de la Charte d'Amiens. Ainsi, nous pensons que c'est par l'action syndicale que les travailleuses et travailleurs parviendront à leur émancipation.

Il est pour nous essentiel que les adhérent-e-s s'investissent dans leurs syndicats, tout en développant des outils de militantisme interprofessionnel. Nous œuvrons à reconstruire la sociabilité ouvrière dans les Bourses du Travail, notamment par des activités d'entraide (cours de soutien, rencontres conviviales...). Cette sociabilité, ainsi que l'organisation sur le modèle du syndicat d'industrie, permettent aux travailleuses et travailleurs de développer l'autonomie ouvrière, et de se préparer à la gestion de la société future, libérée du capitalisme et de la domination patronale.



Comité Syndicaliste Révolutionnaire  
de Haute-Garonne

E-mail: csr.31@laposte.net

Aujourd'hui, la mairie de Toulouse attaque la CGT et veut chasser l'organisation syndicale de la Bourse du Travail. Les attaques se multiplient contre des militants syndicaux. L'objectif est clair : affaiblir le syndicalisme de lutte pour attirer plus de capitalistes et leur préparer une main d'œuvre abondante faite de travailleurs corvéables et résignés.

Le patronat chinois va montrer l'exemple. En Chine, encore plus qu'ici, les patrons font appel à l'Etat pour réprimer les luttes des travailleurs. Si les salariés de l'agglomération veulent des emplois de qualité, il va falloir se réorganiser dans nos syndicats pour lutter. Nous allons aussi devoir développer des liens avec les syndicats indépendants chinois et avec ceux des multinationales qui vont arriver.



Bourse du Travail de Toulouse construite en 1892 et agrandie en 1931 (Place Saint-Sernin)

### ***Une attaque contre nos conditions de vie***

Le processus de métropolisation met les villes en compétition. Celles-ci cherchent alors à se doter d'éléments attractifs pour les investisseurs privés. Dans cette course, Midi Pyrénées et Toulouse, sa métropole, sont en retard et il est urgent pour eux d'accélérer la mise en place du projet de « hub ». Bien entendu cette construction de la ville-marchandise se fait au détriment des habitants et, ironiquement, des travailleurs qui la bâtissent.

La visibilité des masses laborieuses n'est pas vendeuse pour le capital. Par un processus d'embourgeoisement, passant notamment par la rénovation des centres villes, les loyers augmentent et les quartiers populaires peu à peu réinvestis par la bourgeoisie. Tandis que les logements sociaux peu chers sont détruits, et remplacés par d'autres inabordables pour beaucoup de travailleurs.

Ainsi, Paris connaît aujourd'hui un embourgeoisement quasi généralisé. Et la ville a perdu près de 10% de sa population, en partie du fait de la spéculation de capitalistes internationaux, qui laisse des dizaines de milliers de logements vides alors que les habitants galèrent pour se loger.

Les classes populaires sont effacées de ces espaces, et repoussées toujours plus loin du centre. La suppression de la gratuité des cantines et la restructuration de l'accueil des enfants, décidés par la municipalité de Toulouse, ont le même objectif. Cela permet aux promoteurs de spéculer sur le foncier ainsi libéré, et de vendre aux investisseurs l'image lissée d'une ville propre et sécurisée.

Les plus pauvres sont repoussés dans des zones toujours plus éloignées en périphérie. Ils se trouvent alors isolés dans ces communes-dortoirs non desservies par les transports collectifs, loin des bassins d'emploi, et où presque toute vie sociale a disparu.

La transformation d'ATB en « hub » va aussi avoir une répercussion très importante en ce qui concerne les nuisances.

Rassurez-vous, les bourgeois du centre-ville seront épargnés par les couloirs aériens et les agressions sonores. La concentration de la vie économique dans une seule métropole va également intensifier la pollution et les difficultés de déplacement en voiture. Cela démontre que cette politique de métropolisation est en complète contradiction avec les discours écologistes et sanitaires des politiciens.

Le syndicalisme s'oppose à cette politique de métropolisation et de mise en concurrence des régions et des travailleurs. Face à ce modèle capitaliste, destructeur et générateur de chaos économique et social, nous opposons le projet de société des travailleurs. Basé sur le développement d'activités économiques et sociales autogérés et de proximité, dans le respect de la nature, ce projet nous permettra de nous émanciper du chômage outil majeur de la domination bourgeoise.